



POMPIER-ES : À FORCE DE COUPER LES MOYENS, ON JOUE AVEC NOS VIES !

L'ÉTAT SE DÉENGAGE, LES AGENT-ES ET LA POPULATION PAIENT LA FACTURE !

Feux de forêt, inondations, accidents, secours aux personnes...

Les interventions augmentent. Les risques climatiques explosent. Les besoins de la population aussi.

Mais face à cette réalité : austérité, restrictions budgétaires et désengagement de l'État !

Les SDIS sont financés principalement par les Départements, intercommunalités et communes, dont les budgets sont eux-mêmes étranglés.

À SUD, nous le disons clairement : cette politique met en danger notre service public de secours.

MOINS DE MOYENS, C'EST AUSSI MOINS DE SÉCURITÉ !

Quand les budgets ne suivent plus, les conséquences sont concrètes :

effectifs insuffisants, difficultés à armer les engins, matériels vieillissants, délais d'intervention qui s'allongent, fatigue et charge opérationnelle qui augmentent.

Derrière les tableaux budgétaires, il y a la sécurité des collègues !

Un « équipement » insuffisant, un renfort qui tarde, des gardes et astreintes qui s'enchaînent, ce n'est pas une « économie »,

C'est une prise de risque pour les sapeur-es-pompier-es et pour la population.

QUAND LES SERVICES PUBLICS RECULENT, LES POMPIER-ÈRES NE COMPENSENT PAS !

Plus de 80 % des sorties des SDIS concernent le secours aux personnes.

Désertification médicale, urgences saturées, carences ambulancières...

Les pompier-ères deviennent les supplétif-ves d'un système de santé lui-même en difficulté.

Les collègues encaissent la surcharge et les collectivités paient.

L'État organise l'austérité... puis nous demande d'en gérer les conséquences !

LA GIRONDE : UN AVERTISSEMENT POUR TOU-TES !

2022 avait déjà sonné l'alarme.

En 2026, la Gironde a de nouveau été frappée par un incendie gigantesque, nécessitant des moyens humains et matériels considérables.

Dans le même temps, les finances du Département sont exsangues.

Les risques augmentent au moment même où les moyens diminuent.

*Aujourd'hui la Gironde,
Quel département demain ?
Et avec quels effectifs ? Quels véhicules ?
Quels équipements ? Quels renforts ?*

LE VOLONTARIAT N'EST PAS DU SERVICE PUBLIC LOW COST !

Près de 8 pompier-es sur 10 sont volontaires.

Leur engagement est indispensable à notre modèle de secours. Mais les volontaires ont eux aussi droit à la santé, à la sécurité, au repos, à la formation et à une véritable protection.

Pour SUD, le volontariat ne doit servir ni à masquer le manque d'effectifs professionnels, ni à contourner les garanties protégeant les personnels.

On ne construit pas la sécurité civile sur l'épuisement et la disponibilité sans limite des femmes et des hommes qui la font vivre !

DE L'ARGENT POUR LES SECOURS, PAS DE L'AUSTÉRITÉ !

SUD revendique :

- Un financement national pérenne des SDIS à la hauteur des besoins.
- Des effectifs suffisants et des recrutements statutaires pour garantir la sécurité des interventions.
- Des matériels, véhicules et équipements adaptés et renouvelés.
- Le respect de la santé, du repos et de la sécurité des sapeur-es-pompier-ères comme volontaires.
- La compensation intégrale des missions assurées à la place d'autres services publics.
- Des moyens nationaux supplémentaires face aux risques climatiques.

**NOTRE SÉCURITÉ
N'A PAS DE PRIX !**

*L'État ne peut pas applaudir
les pompiers pendant les catastrophes...*

**...et organiser l'austérité
une fois les caméras parties !**

**ASSEZ DE FAIRE TOUJOURS PLUS
AVEC TOUJOURS MOINS !**

**DES EFFECTIFS, DES MOYENS,
DE LA SÉCURITÉ !**